

Pourquoi la Chine pourrait très vite devenir le champion mondial de l'environnement (si, si)



Alors que la Cop 22 débutait quelques heures après l'élection du climatosceptique Donald Trump, la Chine rappelait son engagement à vouloir lutter contre le changement climatique.

Avec Myriam
Maestroni

Atlantico : Après l'élection d'un président américain climatosceptique en la personne de Donald Trump, certains Etats, comme la Chine, seraient tentés de devenir le nouveau leader dans le domaine environnemental. Pensez-vous que l'empire du Milieu puisse devenir une figure de proue dans l'écologie mondiale ?

Myriam Maestroni : La victoire de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, le 8 novembre dernier, à quelques heures du démarrage de la Cop 22 à Marrakech, **a douché un enthousiasme général pourtant dopé par un sens de l'urgence, lui même alimenté par une série de mauvaises nouvelles sur le climat** qui se dégrade à une vitesse supérieure aux prévisions. Ainsi l'année 2016 est déjà en train de se profiler comme une nouvelle année record en termes de température; la concentration de CO2 dans l'atmosphère a dépassé le seuil tabou des 400 ppm (parties par millions); on a recensé plus d'événements climatiques extrêmes que jamais, partout dans le monde, occasionnant des dommages désormais chiffrables dans une unité calée en multiples de milliards de dollars.

Bref, à un moment où on a plus que jamais besoin d'un alignement général pour limiter à 2°C (si possible moins) le réchauffement climatique, on s'est soudain retrouvés à acter les positions de campagne largement climato-sceptiques du nouveau président américain, favorable à l'industrie pétrolière renaissante, grâce au pétrole et gaz de schiste qui ont converti le pays en premier exportateur mondial devant l'Arabie saoudite et la Russie. Acter ne veut bien sûr pas dire accepter... car les négociateurs sur le climat se doivent de cultiver une bonne dose de psychologie positive, et ainsi, tout en restant lucide, doivent continuer à rêver d'une mobilisation suffisamment forte des différentes parties prenantes, qui vont des entreprises ayant bien compris que la lutte contre le changement climatique pouvait se révéler un excellent relais de croissance jusqu'aux opinion makers à l'américaine plus mobilisés que jamais, en passant par les citoyens victimes de catastrophes naturelles imputables au réchauffement de la planète. De surcroit, qui sait, on n'est jamais à l'abri d'une possible bonne nouvelle dont seul Hollywood en a le secret, comme pourrait l'être la nomination d'un Républicain un peu plus sensibilisé sur ces sujets.... **Il y en a bien sûr... dont un qui se distingue particulièrement, à savoir l'ex-gouverneur de Californie, Arnold Schwarzenegger.** Ce dernier fait désormais partie des figures reconnues pour avoir compris notre vulnérabilité aux effets du réchauffement, passant du Hummer au rang de leader de la lutte contre le changement climatique, en créant notamment le R20. Malgré ses protestations envers Trump, il n'en reste pas moins républicain... L'avenir nous en dira plus.

Les moins optimistes, tout en essayant de réfléchir aux meilleures stratégies pour atténuer le risque, ne peuvent éviter de penser que

le couple moteur Chine-Etats-Unis vient de perdre un de ses réacteurs, et se retrouvent à tourner leurs espoirs vers une Chine, déjà vue comme un partenaire clé de la coopération Sud-Sud, comme le rappelait Salaheddine Mezouar, le président de la Cop22, en début de semaine.

Ainsi, face aux spéculations agitant les esprits troublés par la situation aux Etats-Unis, on commence à voir poindre, ici et là, des positions essayant de faire valoir la Chine comme le nouveau champion de la lutte climatique. Dans la pratique, il convient encore, pourtant, de **nuancer cet enthousiasme naissant**.

En effet, même si le pays semble plus engagé que jamais dans sa bien nécessaire transition écologique, d'ailleurs d'abord dictée par des raisons de santé publique (certains chiffres évoquent près d'1 million de morts par an du fait de la pollution), et par une mobilisation citoyenne excédée par des conditions de vie fortement détériorées par une qualité de l'air sans cesse scrutée, on revient de loin... avec, à ce jour, certes de bonnes raisons d'espérer mais en restant tout de même prudents.

Evoquons d'abord la question de la nécessaire **transparence** (une question au cœur des discussions pour la mise en œuvre de l'accord de Paris). Il semble loin le temps où l'ambassade des Etats-Unis en Chine révélait, à des millions de Chinois convaincus de vivre dans le brouillard, que ce dernier était en fait dû à des niveaux de pollution détectés dépassant les seuils communément admis dans les pays plus transparents sur ce sujet, et, provoquant, *de facto*, cet effet de ciel "bas et lourd pesant comme un couvercle" comme l'aurait sans doute décrit Baudelaire. On avait alors frôlé l'incident diplomatique. Depuis, le sujet reste sensible. Chai Jing, ancienne journaliste vedette de la télévision d'Etat CCTV en a fait les frais, avec son documentaire *Under the dome*. Après avoir enquêté plus d'un an sur les problèmes environnementaux de la Chine, et investi 1 million de yuan (plus de 150 000 \$), elle a sorti son film Internet le 1^{er} mars 2015. En quelques jours, celui-ci a été visionné plus de 150 millions de fois, provoquant des millions de commentaires sur les réseaux sociaux (Weibo, le Twitter chinois) avant d'être interdit par les autorités. Il faut dire que cette journaliste, parfois qualifiée d'Al Gore chinoise, mettait en évidence des carences en termes de mesures prises, d'une part, et de leur application effective sur le terrain, d'autre part (du fait d'intérêts économiques contraires ou de problèmes de corruption).

Corollaire de cette difficulté, le diagnostic écologique en tant que tel. En juin 2013, Greenpeace, qui vient d'appeler l'Europe et la Chine à prendre le leadership sur le climat, publiait une étude sur la province de Hebei, au Nord-Est du pays, vue comme la plus polluée de Chine, car l'usage du charbon y est le plus élevé (étude prenant en compte les 196 centrales à charbon situées en périphérie de Pékin). L'Ong dénonçait alors une concentration en particules fines au delà des seuils recommandés par l'Organisation mondiale de la santé, qui aurait provoqué, sur cette zone, de 1981 à 2001, une diminution de l'espérance de vie de 5 ans et demi, et provoqué 1,2 million de morts prématurées en 2010 (soit près de 40% du total mondial des morts prématurées dues à la pollution dans le monde). Rappelons que ces particules fines (PM 2.5 pour *Particulate Matter* classifiés en fonction de leur taille, en l'occurrence ayant un diamètre inférieur à 2,5 micromètres) proviennent de la combustion du charbon, mais également des gaz d'échappement, des rejets industriels et des émissions de poussière. Au-delà des six villes de la province de Hebei, présentant des indices PM 2,5 les plus élevés, on dénombrait au total en 2013, 29 villes chinoises, rassemblant 90 millions de citoyens, ayant connu plus d'un mois d'alerte à la pollution avec des concentrations au-delà des seuils d'alerte déclenchés à partir de 150 microgrammes par mètre cube d'air de particules fines. **Le pays, au global, continue à être toujours fortement dépendant du charbon qui compte encore pour trois quarts de la production électrique nationale.**

A cet exemple, on pourrait ajouter celui des pluies acides générées par l'industrie chinoise (qui, selon une étude de l'Académie américaine des sciences, seraient responsables de près d'un quart de la pollution aux sulfates constatée dans l'Ouest des Etats-Unis), ou celui de la pollution de l'eau (en 2011, selon le ministère chinois des ressources hydrauliques, 40% des cours d'eau du pays ont été pollués par le déversement d'eaux usées et déchets divers, dont le cadmium que l'on retrouve dans le riz), ou encore celui de la pollution des sols (dont 10% seraient contaminés par des métaux lourds), ou enfin, et sans volonté d'exhaustivité, celui de la gestion des déchets (la Chine est le pays qui produit le plus de déchets industriels ou municipaux avec 300 millions de tonnes par an dont moins de 20 % sont recyclés, dont un volume estimé à 8,8 millions de tonnes de déchets plastique rejetés dans les océans).

Face à ces nombreux défis, il faut aussin pour être juste et comprendre les nouveaux espoirs placés dans ce pays, rendre hommage à **une volonté affichée de changement et à des efforts qui commencent à porter leurs fruits**. Ainsi, en 2014, Li Keqiang, Premier ministre chinois, avait déclaré "*le gouvernement punira sévèrement les émetteurs (polluants) illégaux*" et ajouté que "*nous allons déclarer la guerre à notre propre modèle de développement et notre mode de vie non durable et inefficace*". Dans la foulée, **le pays s'est engagé à ce que 20% de l'énergie qu'il consomme soit de source propre à l'horizon 2030.**

Depuis d'ailleurs, le pays multiplie les records.

Si on prend, par exemple, le développement de l'éolien, force est de constater **quel'an dernier, à elle seule, la Chine a installé la moitié des nouvelles capacités éoliennes dans le monde** (30,5GW soit 48,4% du total mondial). Cette progression la situe comme leader en matière des capacités installées, avec 33,6% de la puissance totale installée dans le monde, soit près du **double de la capacité américaine (17,2%)**. Il n'en demeure pas moins que la part de l'éolien continue à rester très minoritaire dans le mix énergétique de ces deux pays (4,5% de la production pour les Etats-Unis face à 3.3% pour la Chine).

En ce qui concerne le développement de l'énergie solaire, la Chine affiche également des performances spectaculaires. Ainsi, la Chine, devenue premier producteur de panneaux photovoltaïques au monde (un panneau sur deux serait de fabrication chinoise), a également décidé de devenir un champion mondial de la production d'électricité photovoltaïque. **En 2015, elle produisait 16% de la production photovoltaïque mondiale et se place désormais au premier rang mondial devant l'Allemagne**. La progression a été spectaculaire. Sur la seule année 2015, le pays, qui partait de quasiment 0, a installé plus de 15GW, portant sa puissance installée cumulée à 43,2 GW (face au parc allemand de 39,8 GW qui était jusqu'alors le numéro 1 mondial). Ainsi, dans la province du Gansu (Nord-Ouest de la Chine), dans l'immense désert de Tengger, les panneaux du champ photovoltaïque fleurissent pour créer une ferme de près de 400 hectares qui fait figure d'oasis sur le chemin de la transition énergétique.

La Chine est également **en tête des pays producteurs de solaire thermique**, avec 67 % du parc mondial fin 2012.

Pour ce qui est du solaire thermodynamique à concentration, la Chine s'est également lancée un défi ambitieux, en passant du stade expérimental au stade industriel avec la construction en cours de huit centrales d'une puissance cumulée de 542 MW et dix-sept projets en développement, totalisant 1 150 MW,. Delignha, situé à Haixi dans la province de Qinghai, au cœur du désert de Gobi, est ~~une autre illustration parfaite de ces projets comme seule la Chine en a le secret et qui ont vocation à contribuer à un développement~~

économique plus durable pour les 1,3 milliards d'habitants de plus en plus sensibles et conscients des enjeux environnementaux. Ce complexe s'étendra sur 25 km², et sera ainsi la plus grande centrale solaire civile jamais construite. Issue de la collaboration entre la société californienne Bright Source Energy et le groupe Shangai Electric, cette centrale vise l'approvisionnement en énergie verte de plus d'un million de foyers, et serait équipée d'un système de stockage basé sur un principe de sels fondus capables de conserver la chaleur emmagasinée le jour afin de garantir une production stable et continue d'électricité. Au-delà d'une production propre d'électricité, la centrale devrait remplacer l'équivalent de 4,69 millions de tonnes de charbon par an soit une réduction de 896 000 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone chaque année et de 8 906 tonnes de dioxyde de soufre.

On peut apprécier l'ampleur du travail entrepris pour accélérer la transition énergétique dans l'empire du Milieu.

En terme d'investissements, la Chine ne lésine pas sur les moyens, et s'est également illustrée en 2015 comme l'un des pays ayant le plus investi avec 103 milliards de dollars, soit 36% du total mondial, face aux Etats-Unis, qui, eux n'ont investi que 44 milliards (ce qui, malgré tout, représente une hausse respective de 17% et 19% en termes d'effort annuel).

C'est donc avec une bonne dose de détermination qu'en 2015, le pays s'est engagé à améliorer son intensité énergétique et à maîtriser ses émissions pour les réduire à partir de 2030 (si possible avant). Ainsi, il y a quelques semaines à peine, le président chinois Xi Jinping et Barack Obama se retrouvaient pour une déclaration commune sur leur engagement respectif en matière de lutte contre le changement climatique tout en ratifiant, côte à côte, l'accord de Paris.

Ce faisant, les deux puissances les plus représentatives en matière d'émissions - puisque pesant à elles deux près de 40% du total - donnaient un signal fort au reste du monde. Un signal qui avait d'ailleurs été fort bien entendu. En effet, dans les quelques semaines qui ont suivies, la majorité des pays ont ratifié l'accord. Ainsi la Cop 22 démarrait sous les meilleurs auspices avec plus de cent pays représentant 73% des émissions ayant déjà signé, ce qui était clairement au-delà du minimum fixé pour l'entrée en vigueur de l'accord qui prévoyait la ratification par cinquante-cinq pays représentant 55% au moins des émissions.

La question est maintenant de savoir si cette belle dynamique se maintiendrait intacte dans le cas où les Etats-Unis se délieraient de leurs engagements. Force est de souligner le propos de Xie Zhenhua, chargé des négociations sur le climat pour le compte de la Chine, qui a rappelé qu'il était important que *"Donald Trump honore les engagements pris par les Etats-Unis"*, en ajoutant qu'un *"homme politique sage était celui qui savait prendre en compte les tendances globales"*.

Corollai

Les moins

Bref, à un

Dans le domaine de l'écologie, est-ce que la Chine peut avoir une influence régionale sur les puissances émergentes comme l'Inde ? Si oui, comment ? Et si non, pourquoi ?

L'Inde est également en train de prendre conscience de la menace que constitue la conjugaison des effets néfastes de la pollution à ceux du réchauffement climatique, le tout dans un contexte d'explosion démographique, qui conduira le pays à voir sa population devenir d'ici à 10 ans la plus importante du monde devant la Chine. Une des préoccupations centrales étant **la fonte des glaciers de l'Himalaya qui pourrait déboucher sur un important stress hydrique**, qui aurait pour effet de condamner les agriculteurs à abandonner la culture du riz - extrêmement gourmande en eau - pour d'autres cultures moins adaptées mais requérant une moindre irrigation... avant de les plonger dans la misère, et de les transformer en réfugiés climatiques, aggravant les questions liées à l'alimentation des populations.

Le gouvernement indien est bien au courant de ces implications, mais malgré cela le pays ne semble pas encore totalement prêt à s'engager dans une dynamique de réduction à marche forcée de ses émissions de GES (gaz à effet de serre), **préférant rappeler qu'à l'instar des pays africains, l'Inde subit le changement climatique imputable aux pays développés, et qu'il est donc injuste et hypocrite de demander aux Indiens de faire des efforts en termes de réduction d'émissions**. Il est vrai que le pays compte encore 300 millions d'habitants (soit près d'un quart de sa population totale) qui n'ont pas encore accès à l'électricité. Cela permet de comprendre que, malgré l'urgence et les enjeux, le gouvernement indien ne prévoit encore que de réduire son intensité carbone (ce qui revient à limiter les émissions de CO₂ par unité économique produite) de 35% d'ici à 2030, mais sans engagement de réduction d'émissions.

Il est vrai que l'Inde, qui est le quatrième plus gros émetteur de GES au monde, est en train de connaître à son tour les affres de la pollution. Delhi est ainsi devenue une des villes les plus polluées au monde, et commence à mesurer les effets de cette situation sur la santé. Tout comme en Chine, le taux de microparticules provoquent des maladies pulmonaires, cancers... Les enfants, moins résistants, en sont les premières victimes.

Du coup, **la Chine et l'Inde, se reconnaissant des expériences communes, ont uni leurs voix pour mettre en garde le futur locataire de la Maison Blanche, aux côtés du Japon, également inquiet**. Tous se sont ainsi entendus pour faire part de leur inquiétude de voir la nomination de Trump aller à l'encontre du *"vœu de la société mondiale de collaborer pour combattre le changement climatique"*, et de potentiellement en retirer un bénéfice économique-financier au détriment de ceux qui s'engagent. Dans ce contexte, il est difficile encore de se faire une idée claire de l'évolution des positions à moyen terme. La façon dont les Etats Unis se positionneront réellement dans la pratique sera, bien sûr, de nature à accélérer ou infléchir les évolutions de ces pays, en matière de transition énergétique et de lutte contre le changement climatique.

Le g

environnementales ?

Il faut à nouveau bien avoir à l'esprit que les positions de la Chine en matière de lutte contre le changement climatique sont spectaculaires et dépassent, d'ores et déjà, les simples déclarations d'intention et autre ratification de traité.

Ainsi, même si le chemin à parcourir reste bien long, pour un pays de plus d'un milliard d'habitants, en plein essor et donc dans une logique de consommation d'énergie croissante, les avancées en matière de développement durable et de croissance verte sont remarquables. Les Chinois, qui s'illustrent toujours par une capacité de mise en œuvre de leurs décisions assez unique au monde, et indépendamment de tout jugement de valeur, n'ont pas lésiné sur les moyens, et, ont multiplié les mesures de nature à combattre la pollution, et donc, les émissions de CO2 et autres gaz à effet de serre, et donc, le changement climatique. Ils ont également décidé de fortement investir.

En tout état de cause, il est désormais clair, que, si la question du changement climatique continue à dépendre de la dimension politique, cette dernière n'est plus une condition unique. Partout dans le monde, les entreprises, qui voient de mieux en mieux les intérêts économiques liés à la transition écologique et à la croissance verte, les Ong, les citoyens de plus en plus déterminés à exercer leur pouvoir de consomm'acteurs, sont à la manœuvre et conjuguent leurs efforts pour trouver les meilleures issues à un des défis les plus grands que l'humanité ait eu à affronter.

En ce sens surgiront des initiatives, des progrès technologiques, des prises de position individuelles et collectives porteuses d'espoir pour le futur, et - il faut l'espérer - de nature à favoriser les meilleures décisions de la part des dirigeants de tous les pays du monde, Chine et Etats-Unis, même sous l'ère Trump.